

## **La 5° Rencontre du RIPESS - Réseau Intercontinental de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire – s'est tenue dans un contexte porteur à Manille aux Philippines du 15 au 18 octobre 2013.**

### **1. Fondation, le 20 septembre 2013 à Genève d'un Groupe de travail inter-institutions des Nations Unies sur l'Economie Sociale et Solidaire.**

Sa création est le résultat concret de la Conférence « Potentiel et limites de l'Economie Sociale et Solidaire », qui s'est tenue en mai 2013, organisée par l'UNRISD (United Nations Research Institute for Social Development).

Ce nouveau partenariat vise à aider les pays, à mobiliser la volonté politique et à renforcer l'élan vers l'intégration de la question de l'ESS dans les cadres politiques nationaux et internationaux. Lors de cette conférence, chercheurs, décideurs et acteurs de la société civile ont discuté comment l'ESS peut contribuer au développement local, à la sécurité alimentaire, l'égalité des sexes, la protection de l'environnement et à l'approvisionnement des soins de santé.

Les organismes des Nations Unies réunis (UNRISD, FAO, OIT, PNUD et ONU- LGN) se sont mis d'accord sur la nécessité de sensibiliser et de visibiliser l'ESS au sein des Nations Unies, notant que l'attention qui lui est portée a tendance à être fragmentée et qu'elle n'a pas correspondu à l'intérêt croissant que l'ESS a obtenu parmi les autres secteurs de la communauté de développement.

**Définition de l'UNRISD :** « *L'économie sociale et solidaire* » -ou ESS- se réfère à des organisations qui ont des objectifs économiques, sociaux et environnementaux souvent explicites et comportent diverses formes de coopération et de solidarité. Il s'agit notamment des coopératives, des groupes de femmes d'auto-assistance, des entreprises sociales ou communautaires, des réseaux de commerce équitable et des associations de travailleurs de l'économie informelle. Globalement, ces formes alternatives de production, de finance et de consommation se développent en réponse à des crises sociales, économiques et environnementales et dans des contextes de vulnérabilité. Reconnaisant le potentiel de développement de l'ESS, de nombreux gouvernements et organismes régionaux réagissent avec des initiatives visant à créer un environnement favorable aux entreprises et organisations de l'ESS.

*L'ESS est la production de marchandises et services par des organisations et des entreprises avec :*

- 1. Des objectifs sociaux et environnementaux explicites (besoins essentiels à la base, services de soin, emploi des chômeurs, sécurité alimentaire)*
- 2. Des relations coopératives et associative entre les membres et de la communauté*
- 3. Une direction autogérée démocratique*
- 4. Des valeurs de solidarité et de buen vivir. ».*

**Alors que l'ONU examine les contours de l'agenda de développement post -2015,** et étant donné la recherche de voies complémentaires pour le développement qui favorisent simultanément le dynamisme économique, la protection sociale, l'environnement et l'autonomisation socio-politique, il est clair qu'il est important de donner plus d'attention coordonnée au potentiel de l'ESS dans le système des Nations Unies, a expliqué Mme Wenyan Yang (chef, aspects sociaux du développement, Division des politiques sociales et du développement, ONU-DAES). « La DAES est activement engagée dans le processus et tente, chaque fois que c'est possible et pertinent, de mettre

en évidence le rôle des coopératives et des petites entreprises comme contribution au développement socio-économique. Nous encourageons cette idée non pas comme un concept théorique, mais comme une étape pratique très concrète et comme un ensemble de mesures politiques ».

### **Objectifs et activités du Groupe de travail (Task Force)**

Lors de la réunion fondatrice de septembre, les coordonnateurs (UNRISD, OIT, PNUD Bureau Représentation Genève et SLNG) ont été rejoint par des représentants de la FAO, le TDR ( Programme spécial de recherche et de formation sur les maladies tropicales), l'ONUSIDA, l'ONU- DAES, l'UNESCO, le PNUE, l'ONUDI, ONU Femmes, le PAM et l'OMS.

*« Lors d'une réunion à la fois productive et inspirée, les participants ont convenu des objectifs, rôles et activités de la Task Force. Dans la poursuite de son objectif d'aider les pays, mobiliser la volonté politique et de renforcer l'élan vers l'intégration de la question de l'ESS dans les cadres politiques nationaux et internationaux , les membres procéderont à des activités de collaboration qui visent à :*

- *améliorer la reconnaissance des entreprises et des organisations de l'ESS ;*
- *promouvoir la connaissance sur l'ESS et consolider les réseaux d'ESS ;*
- *soutenir la création d'un environnement institutionnel et politique favorable à l'ESS ;*
- *assurer la coordination des efforts internationaux, renforcer et établir des partenariats.*

*Les travaux de la Task Force tiendront compte des priorités et des circonstances nationales, en consultation avec les partenaires nationaux ».*

## **2. La Rencontre du RIPESS a réuni 653 participants de 31 pays.**

### **Discours d'ouverture**

La 5ème Rencontre a été ouverte par M. Jun Simon, président du Comité national d'organisation. L'allocution de bienvenue a été prononcée par le Dr Alfredo Pascual, Président de l'Université des Philippines. Salutations relayées par M. Pierre Calame (vidéo), président de la Fondation Charles Léopold Mayer.

La première session plénière intitulée « Vue d'ensemble de l'ESS " a été ouverte par M. Michael Lewis, directeur général du Centre Canadien de Renouveau Communautaire. Les ressources de la planète sont implacablement consommées au-delà de leurs limites. Le cadre actuel de développement mondial est contrôlé par la « Sainte-Trinité-des libres », le marché, le libre échange et la libre circulation des capitaux. Il est urgent de changer le point de vue de l'économie de croissance pour penser l'économie de la terre. Le monde devrait concentrer ses priorités sur la fourniture des besoins de base comme la nourriture, l'énergie et le logement, en étant conscient de vivre dans ses limites. Il a proposé que les gens reprennent le contrôle des ressources financières et récupèrent la Chambre des Communes. La Communauté doit prendre les devants dans la relocalisation de la propriété des biens communs. Il a ensuite présenté des expériences notables dans lesquelles des organisations locales suivent le modèle de l'économie solidaire: alimentation Seikatsu Clubs ou Teikei au Japon ; énergie fossile carburant libre en Suède ; logement et Community Land Trust à Vancouver au Canada.

Paul Singer, secrétaire à l'économie solidaire du Brésil, a déclaré que la société traditionnelle a commencé il y a très longtemps. L'économie solidaire n'est pas une invention moderne. Le rôle du gouvernement doit soutenir et en même temps tirer profit du processus de l'économie solidaire comme dirigé par le peuple. Le gouvernement devrait jouer un rôle de catalyseur pour des actions de solidarité à croître et à prospérer. Le chemin de l'économie solidaire est un moyen d'atteindre le

bonheur. Tel est l'objectif commun entre des personnes qui vivent ensemble, en tant que communauté en harmonie, fournissant à tous ses besoins essentiels.

M. Peter Utting, directeur adjoint de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) a indiqué que les modèles de développement traditionnels doivent changer car ils n'ont pas réussi à résoudre le problème de la dégradation de l'environnement, l'augmentation du chômage, la pauvreté dans le monde, pour ne citer que quelques problèmes globaux. La stratégie économique de solidarité est prise au sérieux par les Nations Unies comme une réponse possible aux problèmes.

Mme Nancy Neamtan, du Chantier de l' Economie Sociale Solidaire au Québec, s'exprimant au nom du RIPESS, a souligné que la cause profonde des problèmes mondiaux est le modèle économique capitaliste. Elle a cité un prix Nobel qui a dit que les ressources devraient être contrôlées par les citoyens eux-mêmes. Elle appelle les défenseurs de l'économie solidaire à relever le défi de créer un mouvement mondial qui transforme le modèle économique dominant.

Elle a mis en évidence les cinq défis définis par le RIPESS, adressés aux participants à la conférence :

1. Construire une vision commune de la solidarité économique mondiale
2. Renforcer les alliances avec les acteurs partageant les mêmes idées
3. Faire réseau et apprendre les uns des autres et changer l'échelle des solutions
4. Établir une communication constante avec le public et entre les parties prenantes
5. Influencer le débat international et la politique.

### **3. Le Forum des dirigeants de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est)**

La rencontre qui s'est tenue dans le même temps a été l'occasion pour les praticiens de l'économie sociale solidaire et les organisations intermédiaires d'évaluer les progrès depuis la stratégie définie à Kuala Lumpur (2011) et de mobiliser les décideurs de plusieurs pays d'Asie du Sud-Est. Les autorités politiques des Philippines de haut niveau, dont le secrétaire d'État à la protection sociale et au développement, le chef de la majorité au Sénat, et le maire de Quezon City ont apporté leur soutien au RIPESS et à l'ASEAN en reconnaissant la nécessité d'alternatives de développement et le rôle crucial de l'ESS dans l'élaboration d'une société plus juste et équitable.

La conférence RIPESS a été l'occasion pour Ben Quinones, Coordonnateur exécutif du RIPESS et président du Conseil de l'Economie Solidaire asiatique de présenter sa vision du développement des petites entreprises aux Philippines. Il a appelé à la création et à la consolidation de « zones d'écosystème ESS » et présenté une proposition de loi parlementaire qui s'appuie sur la définition de l'ESS utilisée par l'UNRISD, pour que sept millions d'hectares de terres publiques soient attribuées à 750 zones de ce type. « Si les sociétés transnationales et les investisseurs étrangers peuvent profiter des avantages de zones franches d'exportation qui simplifient leur environnement réglementaire et fournissent diverses incitations, pourquoi l'ESS ne profiterait-elle pas d'avantages similaires dans des zones privilégiées pour des activités ESS compatibles entre elles ? ».

**La 5<sup>o</sup> réunion du RIPESS, depuis 1997, a marqué des progrès notables dans la construction des pratiques et des réseaux de l'ESS dans les six régions du monde où le RIPESS est organisé.**

Bien que les données systématiques soient encore en nombre insuffisant, certains progrès ont été réalisés dans la cartographie de l'ESS et la compréhension du rôle que les gouvernements peuvent jouer pour l'encourager. La réunion a porté une attention particulière à des questions cruciales telles que les politiques publiques et le droit, la gouvernance responsable de l'ESS, le renforcement non seulement des organisations et entreprises individuelles, mais aussi une approche territoriale de l'ESS. Reflétant la forte participation des étudiants à la conférence, une grande attention a été portée à la façon dont l'ESS peut s'engager au bénéfice de la capacitation des jeunes. L'importance de voir l'ESS dans une perspective de genre pour qu'elle devienne plus visible dans la pratique de l'ESS, l'apprentissage, le plaidoyer et la politique a été pleinement approuvée par la conférence.

Un large consensus souligne l'importance de la croissance inclusive, la solidarité, la coopération et le développement communautaire comme une alternative aux approches néolibérales et aux modèles économiques centrés sur l'intérêt, la maximisation du profit et la consommation.

Les participants se sont félicités de l'initiative récente de 14 organismes des Nations Unies de mettre en place un groupe de travail inter-institutions sur l'ESS. Ils ont appelé la nouvelle structure à continuer le travail commencé cette année par l'UNRISD et l'OIT et à organiser une conférence annuelle sur l'ESS. Ils ont en outre recommandé que le Groupe de travail s'ouvre à la participation de la société civile. Les délégués ont exhorté le Secrétaire général Ban Ki-moon et les démarches de haut niveau associées à l'agenda post-2015 de tenir compte des recommandations qui ont émergé lors de la récente consultation de la société civile, organisé par UN-NGLS, pour permettre à la voix de l'ESS d'être entendue dans le processus de conception des futurs objectifs de développement durable.

#### **Le point de vue de Peter Utting directeur adjoint de l'UNRISD**

*« Des différences significatives dans les perspectives sur SSE étaient évidentes tout au long des quatre jours. L'Asie du Sud-Est mise sur la croissance inclusive via le développement des micro et petites entreprises. L'Amérique latine met l'accent sur l'importance de l'action collective, l'autogestion démocratique et le besoin d'un changement systémique profond. Les vues ont également divergé sur la centralité et la performance des coopératives. J'ai suggéré que, tout comme il existe des variétés de capitalisme, de même y a-t-il des variétés d'ESS, chacune avec ses propres forces, ses faiblesses et ses défis.*

*L'apprentissage de l'ESS doit aller au-delà de l'accent sur les meilleures pratiques. Une meilleure compréhension des multiples tensions qui peuvent surgir dans une ESS en expansion est crucial pour qu'elle réalise son potentiel comme une voie plus inclusive et durable de développement. Alors que les gouvernements s'intéressent davantage à l'ESS, l'analyse critique des relations entre l'ESS et les Etats est également essentielle. Il faut en effet veiller à ce que le programme ESS ne soit pas considéré de façon restrictive comme un instrument de réduction de la pauvreté et de protection sociale. En effet, le potentiel de l'ESS se rapporte également à l'impératif de justice distributive et d'environnement. Une relecture de l'acronyme du RIPPES pourrait indiquer six éléments de base d'un tel programme de transformation : Résilience, Intégration, Émancipation Politique, Émancipation Économique, Redistribution des Surplus, Solidarité ».*

## **4. Les expériences de l'ESS dans les territoires**

Cet atelier n°2 s'est tenu le 17 octobre. Il a été introduit par un bref historique de la conjonction des notions de développement local ou communautaire (selon les cultures)

avec l'économie sociale et solidaire, et par la lecture de la définition partagée du territoire dans la mondialité résultant de 4 ans d'échanges amorcés en 2007 pour préparer Lux'09 (4<sup>e</sup> rencontre du RIPESS), poursuivis de façon continue jusqu'à Manila'13 sur le thème de « la participation démocratique et l'ancrage territorial de l'économie solidaire ». Sept interventions très consistantes ont été présentées.

Bhola Bhattarai – La forêt Communautaire du **Népal** dans la Promotion de l'ESS

Shah Abdus Salam – Moyens durables de subsistance par l'agriculture à petite échelle -

**Bangladesh**

Judith Hitchman – Agriculture soutenue par la communauté (URGENCI) - **Europe**

Nelson Melo – Coordination des petits producteurs du commerce équitable en

**Amérique Latine et Caraïbes -**

Rosario Martinez – PECOSOL – L'économie solidaire et la défense des territoires au

**Guatemala et en Amérique Centrale**

Ahmed Ait Haddout – Coaching territorial : expériences de l'ESS à l'échelon local -

**Maroc**

Michael Toye – Développement économique communautaire – **Canada**

### **Les propositions confirment les résultats du forum en ligne**

En prenant leur vie en mains, des individus concrets ont créé les espaces collectifs nécessaires à leur organisation. Ancrées dans les réalités, leurs démarches pour « faire pacte » sont locales. Des exemples en témoignent dans le monde entier. Mais que l'on ne s'y trompe pas, leurs intentions ne sont pas seulement réparatrices, elles sont dynamiques, reliées et transformatrices. Ces démarches citoyennes anticipent des modes d'organisation et des dispositifs institutionnels qui s'inscrivent de plain pied dans le projet d'un développement soutenable.

Mutualiser et communiquer les enseignements des pratiques renouvelle peu à peu les fondamentaux de l'action collective. Ensemble, ces démarches accréditent la pertinence de formes économiques alternatives aux modèles étatique et capitaliste.

**Oui**, à côté de la gestion, soit par des droits de propriété individuels, soit par l'état, il peut exister un troisième cadre institutionnel efficace dans lequel des communautés ou des collectivités organisées peuvent gérer collectivement des biens communs.

**Oui**, ces réalisations renouvellent l'imaginaire collectif de ce qui est désirable - notamment pour la jeunesse - exemples à l'appui.

**Oui**, le dire et le faire sont indispensables l'un à l'autre pour changer de cap. La route sera longue...

### **Les débats ont validé trois axes prioritaires pour continuer les échanges sur l'approche territoriale de l'ESS dans les prochaines années**

1 - Renforcer la coopération et l'organisation des solidarités à l'échelon local

2 - Organiser une gouvernance territoriale démocratique du social, de l'économie et de l'écologie aux différents niveaux

3 – Inscrire les contributions de l'approche territoriale dans le projet global de l'économie sociale et solidaire comme modèle alternatif

### **Propositions spécifiques des participants**

- Se rassembler pour renforcer la base économique des communautés locales, installer « bien vivre » et organiser la demande de produits alimentaires locaux.

- Promouvoir des lois en faveur des petits cultivateurs et le respect des accords de commerce équitable

- Promouvoir l'inclusion de l'ESS dans l'après-désastre développement

- Promouvoir les Conseils Alimentaires Locaux (qui existent déjà largement aux Etats Unis et au Canada)

- Promouvoir les 'food hubs'
- Sortir l'alimentation de l'OMC afin d'éviter la spéculation sur les denrées alimentaires et la commodification
- Mobiliser les soutiens pour le respect des droits de l'homme, la protection des terres communautaires contre les activités minières prédatrices, les groupes de trafic de drogue, dans des communautés indigènes pour sauver leurs terres (Guatemala).
- Le tourisme solidaire transmet valeurs, messages et pratiques de l'ESS dans les échanges avec un impact positif économique, socioculturel et environnemental entre les peuples.
- Créer un groupe de travail intercontinental sur l'ESS et les Territoires pour entretenir des échanges permanents, transférer des connaissances et autres activités (par exemple des voyages apprenants) dans les 4 prochaines années.

## **Martine Theveniaut, P'actes Européens, 28 octobre 2013**

### **1. Résumé de compte-rendus diffusés en anglais et traduits en français**

- Voir documents sources sur le site du RIPESS  
<http://www.ripest.org/ripest-demande-a-l-onu-de-promouvoir-l-economie-sociale-et-solidaire/>
- Document de l'UNRISD produit par Peter Utting  
<http://www.unrisd.org/80256B3C005BE6B5/search/681633A22D65C366C1257C0C0034B2FD?OpenDocument>

### **2. Compte-rendu de l'Atelier Thème n°2 : Les expériences de l'ESS dans les territoires, préparé pour la plénière finale, réalisé par Yvon Poirier et Martine Theveniaut.**

- L'intégralité des débats préparatoires et les 60 contributions de Juillet à Octobre 2013 en 3 phases, accessibles sur le site du RIPESS [www.ripest.org](http://www.ripest.org) (3 langues)
- Résumé des 60 contributions, synthèses des débats (Français, Anglais, Espagnol) et présentations des 7 expériences lors de l'atelier (Anglais) sont téléchargeables sur la Base-de-Fiches des P'actes Européens : [www.pactes-locaux.org](http://www.pactes-locaux.org) (Fiche datée du 7 octobre 2013 : les expériences de l'ESS dans les territoires). Voir aussi l'animation de la préparation et les échanges sur le site des P'actes Européens Français [http://pacteseuropeens.fr/tiki\\_b/tiki-index.php?page=PreparationManila13](http://pacteseuropeens.fr/tiki_b/tiki-index.php?page=PreparationManila13)  
Anglais [http://pacteseuropeens.fr/tiki\\_b/tiki-index.php?page=Prepare%20for%20Manila'13&no\\_bl=y](http://pacteseuropeens.fr/tiki_b/tiki-index.php?page=Prepare%20for%20Manila'13&no_bl=y)